



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Tunisie

Question au Gouvernement n° 3000

Texte de la question

TUNISIE

M. le président. La parole est à M. François Loncle, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. François Loncle. Monsieur le Premier ministre, à défaut de nous répondre sur la forme, peut-être accepterez-vous de nous répondre sur le fond.

Les événements de Tunisie (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) et d'Égypte ont jeté le discrédit sur la diplomatie française. Ils en ont révélé ses silences honteux, ses hésitations embarrassées, ses propositions saugrenues, ses revirements à contretemps.

Au-delà des extravagances excellemment évoquées par Alain Vidalies, il y a des raisons profondes à l'abaissement de la diplomatie française. Il résulte tout d'abord de l'absence patente de ligne politique claire, de dessein adapté au moment de notre histoire.

M. Yves Nicolin. Assez de leçons !

M. François Loncle. Il est ensuite le fruit des dysfonctionnements constants au sein de l'appareil d'État entre la cellule diplomatique de l'Élysée, omnipotente, et un Quai d'Orsay à la dérive. Il est enfin la conséquence du déséquilibre flagrant entre les valeurs humanistes portées historiquement par la France et les excès de la *realpolitik*.

L'image de la France dans le monde, en particulier dans les pays arabes et africains, est profondément dégradée. Notre capacité d'action semble avoir sombré avec les régimes de M. Ben Ali et de M. Moubarak. Le discrédit de la France est si grand qu'il a contraint un ministre tunisien à démissionner. " Un rêve devenu réalité ", voilà comment le ministre des affaires étrangères de Tunisie, M. Ahmed Ounaïes, avait qualifié le 4 février sa rencontre à Paris avec son homologue français. Ce rêve a vite tourné au cauchemar : les louanges qu'il avait adressées à notre ministre des affaires étrangères ont révolté ses compatriotes, qui n'avaient pas oublié que la France avait proposé à Ben Ali son " savoir-faire " en matière de maintien de l'ordre. Alors qu'il occupait ce poste depuis seulement deux semaines, le ministre tunisien n'a pas tardé à tirer les conséquences logiques de sa bévue...

M. le président. La parole est à Mme la ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes*. Monsieur le député, vous me prêtez un bien grand pouvoir, celui de défaire les gouvernements étrangers. Je ne me connaissais pas un tel pouvoir ! En tout cas, ni vos attaques ni vos injures ne me détourneront de la tâche qui m'incombe.

M. Jacques Desallangre. Cela ne s'améliore pas !

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre d'État*. Pendant que vous vous égosillez, nous travaillons, nous, sur des sujets sur lesquels on ne vous entend pas. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Il y a, en effet, de grands sujets sur lesquels vous êtes totalement muets, mesdames, messieurs les députés de l'opposition.

M. Christian Hutin. Démission !

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre d'État*. Vous êtes muets, par exemple, sur la Côte-d'Ivoire. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Je comprends que vous ne soyez pas très à l'aise puisque vous n'avez toujours pas exclu M. Gbagbo de l'Internationale socialiste (*Mêmes mouvements*) alors qu'il dénie totalement la démocratie et les élections.

M. Christian Hutin. Vous êtes discréditée !

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre d'État*. Quand le Gouvernement prépare l'aide et le soutien que la France entend apporter à la Tunisie comme à l'Égypte dans leur démarche démocratique, on ne vous entend pas non plus, vous n'avez aucune proposition à faire.

Sur le processus de paix au Moyen-Orient, quand je suis en contact deux ou trois fois par semaine aussi bien avec Mme Clinton qu'avec le Président palestinien ou son Premier ministre, le Président ou le Premier ministre israélien, on ne vous entend pas, vous n'avez aucune proposition. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Jean-Paul Lecoq. Vous non plus !

Mme Michèle Alliot-Marie, *ministre d'État*. Quand nous travaillons sur l'aide au développement pour l'Afrique (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), comme l'a fait le Président de la République hier, et comme je l'ai fait moi-même en recevant à dîner l'Africa Progress Panel, vous restez muets. ("*Démission ! Démission !*" sur les bancs du groupe SRC.)

Sur ces sujets, comme sur les sujets français, vous faites plein de déclarations lénifiantes mais vous n'avez aucun projet à proposer. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. François Loncle](#)

Circonscription : Eure (4^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3000

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 février 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 17 février 2011